

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois. 13.50 Six mois. 26.00 Un an. 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. 13 fr. La France et l'Étranger, les frais de poste en sus. Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

INSERTIONS: Annonces: la ligne. 25 c. Réclames: 30 c. Faits divers: 50 c. On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du Journal, à Lille, chez M. OUBRE, libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. LAVAUS, LAGRANGE et C<sup>o</sup>, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

BOURSE DE PARIS (Service gouvernemental) 12 Janvier 3 0/0. 73 30 4 1/2. 104 00 Emprunts (5 0/0). 109 07 1/2

14 Janvier 3 0/0. 73 05 4 1/2. 104 00 Emprunts (5 0/0). 108 85 1/2

Service particulier du Journal de Roubaix. Actions Banque de France 3200 00 Société. gén. 467 00 Crédit foncier de France 630 00 Chemins autrichiens 537 00 Lyon 1063 00 Est 637 00 Ouest 700 00 Nord 1300 00 Midi 781 00 Suez 768 00 Péruvien 00 00 Actions Banque ottomane (ancienne) 000 00 Banque ottomane (nouvelle) 361 00 Londres court 25 18 00 Crédit Mobilier 161 00 Turc 9 40

DEPECHE COMMERCIALES New-York, 14 janvier. Changes sur Londres, 4.81 1/2; change sur Paris, 5.18 3/4. Valeur de l'or 102 1/2. Café good fair, (la livre) 17 3/8. Café good Cargoes, (la livre) 17 7/8. Marché calme.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et Co, présentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymonprez:

Havre, 14 janvier. Ventes 600 balles, marché calme soutenu. Liverpool, 14 janvier. Ventes 8.000 balles, marché disponible, inchangé, livrable lourd. New-York, 14 janvier. Recettes 27,000 b. New Orleans low middling 80 1/2. Savannah 77 1/2.

ROUBAIX, le 14 JANVIER

Bulletin du jour

M. de Freycinet, ministre des travaux publics, vient d'instituer une Commission à laquelle il a déclaré que le gouvernement était dans l'intention de créer seize nouveaux kilomètres de chemins de fer et six mille kilomètres de canaux. Ces travaux extraordinaires comporteraient une dépense totale de cinq milliards, répartie en dix années à raison de cinq cents millions par an. Les ressources nécessaires à l'accomplissement de cette colossale entreprise seraient obtenus par voie d'emprunt. La pensée qui a inspiré ce projet est assurément fort louable, seulement les voies et moyens proposés par le ministre nous paraissent absolument inacceptables. Gréver notre budget d'un surcroît de dépenses de 500 millions par an, alors qu'il atteint déjà le chiffre vertigineux de près de trois milliards, n'est-ce pas trop présumer des ressources des contribuables qui ont déjà tant de mal à supporter les impôts existants? Il ne faut pas oublier que notre dette publique s'élève à 23 milliards 403 millions. Serait-il raisonnable, serait-il prudent d'augmenter encore cet écosant fardeau? Rien de mieux que de compléter dans le plus bref délai possible notre réseau de voies ferrées et de canaux; mais ce n'est pas à l'Etat à se charger de ce soin; il faut le laisser à l'industrie privée qui s'en acquittera beaucoup mieux sans qu'il soit nécessaire d'accroître les charges publiques. Le projet de M. de Freycinet pêche donc par la base; il veut faire trop grand, et c'est parce qu'il veut faire trop grand qu'il n'est pas pratique. On pourrait à bon droit lui appliquer ce proverbe: qui trop embrasse mal étirent. Si M. le ministre des travaux publics a voulu jeter de la poudre aux yeux des badauds pour les éblouir par ses conceptions fantaisistes, il aura pu atteindre son but; mais les hommes sérieux ne sauraient admettre, dans la situation financière qui nous a été faite par nos récents désastres, que l'Etat puisse prendre à sa charge une dépense de cinq milliards.

Ceci nous amène à donner d'intéressants renseignements sur les résultats du trafic de nos voies ferrées pendant l'année qui vient de finir. Bien que les tableaux officiels n'aient pas encore été publiés, nous sommes en mesure de donner les chiffres exacts de la campagne de 1877. Cette campagne est loin d'avoir été brillante. La stagnation des affaires produite par la crise intérieure et par les complications des affaires d'Orient a provoqué une réduction sensible dans les recettes de nos chemins de fer. C'est la compagnie de Lyon qui a été la plus atteinte; elle a perdu 8 millions 1/2 de francs sur les résultats qu'elle avait obtenus en 1876.

L'Est est en diminution de 2 millions 400,000 francs; l'Orléans de 2 millions; le Nord et le Midi de plus d'un million. L'Ouest est la seule compagnie qui soit en augmentation, elle offre un excédant de 1 million 300 francs. Somme toute et en tenant compte des plus values constatées sur quelques lignes, il y a une diminution totale de 13 millions 332,000 francs sur l'ensemble du trafic de 1877, comparé à celui de l'année précédente. Il faut ajouter que 581 kilomètres nouveaux ont été ouverts à l'exploitation en 1877, ce qui aggrave encore les pertes indiquées plus haut.

Quant aux compagnies secondaires et d'intérêt local, elles ont eu une augmentation de 55,600 francs; mais il y a eu 152 kilomètres et plus en exploitation. Plusieurs de ces lignes ne font pas leurs frais, alors que les grandes lignes produisent de 55 à 80,000 francs par kilomètre.

La session. Que sera la session de 1878? Si les prévisions optimistes se réalisent, c'est-à-dire si la paix est prochainement signée entre la Turquie et la Russie, et si, par conséquent, notre Exposition Universelle suit son cours régulier, on peut croire que la session actuelle circonscrit son action aux questions d'affaires; et qu'aucun événement grave ne viendra arrêter la tranquille possession du pouvoir par le parti républicain.

Voilà ce qu'on peut supposer. Les conservateurs en effet, ne sont pas disposés à contester le pouvoir au parti républicain: ils sont résolus, en raison de leurs propres décisions, à laisser dire et à laisser faire, ne pouvant eux-mêmes constituer un élément sérieux de résistance.

Nous constatons cette situation avec un vif regret. Ce n'est pas que nous croyions que les institutions républicaines puissent s'implanter en France d'une façon définitive et ôter à tous les citoyens l'idée de regretter toutes autres institutions. Nous ne croyons pas à l'avenir de la forme républicaine au moins d'ici à de longues années. Mais nous considérons avec un chagrin patriotique le progrès de la désorganisation sociale qui s'accomplit sous la protection du gouvernement républicain, et les modifications de tous points fâcheuses qui se produisent dans les mœurs politiques et sociales.

Nous voyons chaque jour se multiplier les preuves de cette décomposition par les révocations des fonctionnaires de tous les ordres que réclament les coryphées du parti républicain, par le discrédit chaque jour croissant des dépositaires de l'autorité, par la confusion qu'on cherche à établir systématiquement entre tous les pouvoirs, afin de subordonner tous les intérêts religieux, politiques et sociaux à un seul, l'intérêt républicain.

Ce qui nous afflige, ce n'est pas le triomphe momentané de nos adversaires, c'est que de ce qu'ils feront il restera toujours quelque conséquence, quelque trace, comme une sorte de cicatrice, une habitude mauvaise; un vice qu'il sera impossible de corriger entièrement. De même de la lecture d'un mauvais livre, il reste toujours une impression pénible pour les hommes supérieurs, un enseignement funeste pour les esprits faibles et faciles à séduire.

C'est pour cela que nous déplorons sincèrement le volontaire effacement des conservateurs. On peut laisser la bride sur le cou au coursier dont on a éprouvé les services; on ne doit pas cesser de surveiller un instant celui dont on connaît les habitudes vicieuses.

Pour notre part, et dans la limite de notre modeste sphère, nous ne négligerons point de suivre pas à pas les actes du parti républicain triomphant, de les examiner attentivement et d'en dire sincèrement notre avis.

Le minotaure de la politique

Comme notre conduite actuelle semble prouver que nous ne rendons pas un compte exact du changement survenu en Europe par la mort du roi d'Italie et par la crise d'Orient, nous demandons à rappeler certains souvenirs: Le 11 janvier 1874, M. de Bismarck, après avoir fait venir Victor-Emmanuel à Berlin pour lui imposer un traité d'alliance, avait obtenu de son empereur une déclaration de guerre contre nous. L'invasion était décidée.

Tandis qu'à Paris, on ne s'occupait que du ministère de Broglie et des luttes de MM. Rouher et Lorgeil... les troupes prussiennes étaient prêtes à entrer par le Nord, et les troupes italiennes par le Midi. Après la première victoire, l'Italie devait redemander Nice et la Savoie, et si la France continuait la guerre, exiger l'oulon.

Tout était prévu, organisé... quand, à la dernière heure, Victor-Emmanuel a dit: « C'est la France qui a fait l'Italie; je ne profiterai pas de ses malheurs pour lui arracher des provinces librement données. »

Un an après, le 8 mai 1875, l'armée prussienne était échelonnée le long des frontières; 130 escadrons allaient brusquement envahir nos provinces. Cette fois encore la guerre était inévitable, et cette fois encore, la France ne s'occupait que de politique... Quand le général Le Flô, averti par dépêche, s'en remit à la bonne foi de l'empereur Alexandre.

« La Prusse prétend que c'est nous qui voulons l'attaquer, a dit simplement le général; c'est par ce moyen que le chancelier a obtenu le consentement de son souverain. Eh bien! sire, je veux placer sous les yeux de Votre Majesté tous mes papiers diplomatiques, qui lui révéleront la vérité entière. »

Quelques heures après, le czar, complètement édifié, télégraphiait à son oncle de suspendre les chasses jusqu'à son arrivée. Après quoi, lui donna la preuve qu'on l'avait induit en erreur et que ce n'était certes pas la France qui cherchait la guerre.

Preuve devant laquelle l'empereur Guillaume abandonnait de suite ses projets. Voilà ce qui s'est passé au seuil des années 74 et 75. Sans Victor Emmanuel d'abord, sans le czar ensuite, nous étions envahis.

Aujourd'hui, l'un a disparu pour jamais, l'autre est pour longtemps paralysé. Les deux hommes qui ont ainsi cessivement entravé M. de Bismarck ne l'entraveront plus sur la scène européenne. On peut même dire que pour M. de Bismarck, les événements actuels sont précisément ceux qu'il devait le plus désirer. Au point que si la Providence lui avait laissé l'arrangement des faits, il n'aurait pu rien organiser de mieux dans l'intérêt de son pays.

La façon dont la guerre a été conduite a encore achevé de servir ses desseins; si, dès l'entrée en campagne, la Russie avait été, soit victorieuse, soit battue, le chancelier y aurait vu également certains périls... Au lieu de cela, avant de triompher, la Russie a subi une série de revers qui l'ont mise à la merci de l'Allemagne... moment psychologique qu'attendait le chancelier pour offrir ses services au czar, Dieu sait à quel prix!

Dnuic en résumé: Au moment où les grands bouleversements produits par Sadova et par Sedan avaient excité comme une furie de conquêtes; Au moment où les hommes du Brandebourg demandaient à grands cris d'achever l'œuvre, de prendre Vienne de prendre la mer et d'ansantir la France.

Au moment où l'Italie mise en gage par ses voisins, rêvait elle-même de s'emparer du Tyrol et de Trieste, de la Savoie et de Toulon... tandis que les Slaves s'agitaient pour recommencer leurs invasions d'Occident. En un mot, au moment où un esprit de vol et de piraterie s'était déchaîné sur le monde, la paix a été représentée par trois hommes: le roi Victor-Emmanuel, le czar Alexandre et l'empereur Frédéric-Guillaume.

Voilà ceux qui depuis six ans ont lutté contre le parti militaire de leur pays Sans eux, l'Europe n'aurait été qu'un horrible champ de carnage. En cela, le roi « galant homme » était conduit par son amitié pour la France, le czar Alexandre par sa générosité naturelle, l'empereur Frédéric-Guillaume,

par sa fidélité à la foi jurée... Mais si les mobiles étaient différents, le rôle était semblable.

Et même la vérité nous oblige à dire que le souverain allemand n'était pas le moins pacifique, au point que M. de Bismarck disait un jour que toutes les chancelleries européennes ensemble lui causaient moins d'embarras que la Cour de Berlin vu que le plus difficile n'était pas de faire accepter les conquêtes prussiennes par les autres peuples, c'était de les faire décider par son maître.

On s'agissait donc de la paix du monde tient non plus à trois hommes, mais à un seul homme dont la bonne foi a déjà été surprise et peut l'être encore.

Désormais ce souverain est seul pour résister à l'esprit de conquête, seul pour répondre aux terribles conseillers qui lui disent: « Sire, prenez garde, si vous n'attaquez pas aujourd'hui, vous serez attaqué demain. Pourquoi avoir commencé l'unité allemande puisque vous ne voulez pas l'achever? Pourquoi avoir arraché la couronne impériale à l'Autriche? Pourquoi avoir démembré la France, démembré le Danemark, humilié l'Angleterre... pour ne pas profiter de l'occasion qui vous est donnée par Dieu? »

« Vous voulez donc attendre l'heure où, faute d'argent, il vous faudra désarmer? Vous savez pourtant, sire, que votre organisation militaire n'est point une organisation normale, que c'est une formidable machine d'une puissance et d'une perfection inouïes qui a été chauffée, surexcitée, portée à son point de tension extrême, parce qu'on la croyait destinée à servir de suite... »

« Mais, comme il n'est pas de finances qui puissent résister à ce que cette machine dévore, il faut bien qu'elle éclate ou qu'on la brise... Il va donc falloir la briser! »

Où, il est seul pour résister à de telles paroles; et s'il se laisse surprendre, Victor-Emmanuel et le czar ne sont plus là pour l'arrêter.

Donc, sans rien exagérer, la situation de la France est particulièrement grave au début de cette année. Eh bien! nous le demandons à qui-conque est sincère, que ferait tout autre peuple placé dans une telle situation?

Il songerait exclusivement à la question extérieure, n'est-ce pas? Il laisserait là la politique pour s'occuper d'avoir les meilleurs généraux et les meilleurs diplomates possibles.

Or, c'est l'heure que l'on choisit précisément pour ébranler tout ce que nous avons organisé au point de vue diplomatique. Au seuil de cette redoutable crise, on ne demande plus à un général quelles armées il a commandées, ni à un diplomate quelles affaires il a conduites... non, on lui demande simplement à quel parti il appartient.

Préférait-il la République ou la monarchie, d'après cela seul il conservera son commandement ou son ambassade. On rappellera des hommes expérimentés pour envoyer à Constantinople et à Pétersbourg deux délégués que leur opinion même place vis-à-vis des autres ministres dans une situation plus que difficile.

Que dis-je, on destituera un des cinq généraux en chef choisis pour commander à l'heure de la guerre, aux écoles qu'il dirigeait, et on fera cela, exclusivement pour la politique.

Si ne sera pas sur la demande du ministre de la guerre, avec l'accord du chef de l'Etat, c'est-à-dire pour des questions militaires... Non, ce sera malgré le chef de l'Etat, malgré les généraux de Paris, qu'après un mois de luttés cet homme sera sacrifié... sacrifié au Minotaure de la politique, sacrifié au Minotaure de l'esprit de parti!

Et on fera cela devant la Prusse en armes, devant la Russie paralysée, devant l'Angleterre frémissante... On fera cela au lendemain de la mort de Victor-Emmanuel, la veille peut-être du du conclave!

Ah! certes, dans cette triste aventure, ce n'est pas lui qui est à plaindre... Ce sont ceux qui n'ont pas pu le défendre... Ceux qu'une dure fatalité condamne à subir ce qu'ils réprouvent du plus profond de leur âme! Le vrai sacrifié de la situation, ce n'est pas le soldat qui tombe fièrement de son poste... Non! c'est ce maréchal de France qui a dû signer une telle destitution, ce sont ces généraux en chef qui n'ont pas pu protester. Voilà les véritables victimes!

« Tenez, le voilà, prenez-le!... Est-il un supplice comparable! »

Et comme de tels hommes sont au-dessus de toute critique, de tout soupçon comme le jour où on douterait d'eux il ne faudrait plus croire à rien ici bas, comme il est évident que s'ils ont agi ainsi, c'a été pour éviter de plus grands malheurs à la France, que dire des démocrates, qui les ont mis dans cette horrible situation?

Et qui agissent ainsi au moment même où ils font voter une épée d'honneur à l'insurgé Laborde.

Nous le disons du fond de notre âme, au point de vue patriotique, nous aurions trouvé moins coupable de jeter en prison tous les ministres du 16 mai et leurs complices, que d'ébranler l'armée et de désorganiser notre diplomatie, comme le font en ce moment les républicains. SAINT-GENEST. (Figaro).

LES FUNÉRAILLES DE RASPAIL

On lit dans la Correspondance Havas: Les obsèques de Raspail ont été célébrées dimanche.

Le convoi est parti de la maison mortuaire, 15, rue de la Place à Arcueil. Il a suivi la route et l'avenue d'Orléans, le rond-point de l'ancienne barrière d'Enfer, les boulevards Arago et de l'Hôpital, le pont d'Austerlitz, le boulevard de la Contrescarpe, la place de la Bastille, et la rue de la Roquette.

Jusqu'au moment des funérailles, le corps de Raspail resta exposé, enfermé dans un cercueil de plomb, dans le grand salon du rez-de-chaussée, où il se trouvait déjà depuis jeudi. Dans ce salon il y a un nombre de souvenirs républicains: une magnifique toile représentant une grande scène de la République romaine; un bronze, Volontaire de 1792, un buste de Voltaire.

Une personne de la famille se tenait sous le vestibule et recevait les personnes qui venaient inscrire leur nom sur un gros registre, qui était déjà à moitié rempli. Le cercueil recouvert d'un drap de velours noir, semé d'étoiles d'argent, était presque caché par les nombreux bouquets et les couronnes offertes par la famille et les amis; une députation du conseil municipal de Gentilly avait apporté une immense couronne d'immortelles, avec ce seul mot: Gentilly. Le mot amnistie figurait sur une couronne d'immortelles.

Deux se faisaient particulièrement remarquer par leurs dimensions: d'abord, celle des ouvriers cordonniers de la Seine, qui est immense, beaucoup plus grande que toutes celles qu'on a pu voir à l'enterrement de M. Thiers, et celle des corporations réunies de l'ameublement. Des adresses de diverses sociétés savantes et sociétés ouvrières de Paris et des départements étaient déposées sur un petit guéridon.

Seuls, les deux lampadaires du perron sont allumés. L'on voit à peine leur leur sous le crépe qui voile les globes. Sur la simple plaque en cuivre du cercueil, on lit: FRANÇOIS-VINCENT RASPAIL Né à Carpentras (Vaucluse), le 25 février 1794 Décédé à Arcueil (Seine) Le 7 janvier 1878.

L'entrée de la maison était tendue de noir et le corbillard était entré dans la cour de l'usine, qui n'est séparée de la maison d'habitation que par une grille. Dix voitures de deuil attendaient sur la route. Avant que le visage du défunt fût caché pour toujours, il a été photographié par M. Carjat; une esquisse a été faite par un jeune artiste, M. Miralis; le masque a été moulé par M. Ménégoz.

L'affluence des visiteurs était des plus considérables. De toutes les avenues, par les routes, par le chemin de fer, arrivait à chaque instant et en groupes nombreux les ouvriers des usines parisiennes et de la banlieue. Depuis sept heures du matin, Arcueil était envahi par les députations. Chaque minute amenait un nouveau contingent. A neuf heures, la plupart des délégués des associations ouvrières étaient déjà réunis devant la maison mortuaire et prenaient les dispositions nécessaires au classement hiérarchique des groupes qu'ils représentaient.

Des députés, portant des inscriptions de corporations ou des hommages au mort que l'on voulait honorer, étaient apportés dans leurs étuis de cuir ou couverts de crêpes de deuil. On décida que des syndics désignés se tiendraient près du bureau de l'octroi pour indiquer aux survenants l'emplacement assigné à leur groupe corporatif.

Les ouvriers mégissiers de Paris, la Société coopérative des ouvriers coupeurs-tailleurs, les ouvriers de toutes les spécialités de la sellerie, un grand nombre de délégations de province, notamment une de Lyon, étaient représentés à ces funérailles. Les rendez-vous des corporations ouvrières étaient donnés sur différents points, à Sceaux-Centre, à la gare, à l'octroi, à la mairie, à Montrouge, à Montsouris, etc. C'était un immense cercle dont le centre était la maison mortuaire, mais dont il était difficile de rallier les rayons. On décida que les corporations prendraient, au fur et à mesure de leur arrivée, place dans le cortège.

Les obsèques étant purement civiles, le cortège est parti à midi de la maison mortuaire pour se rendre directement au cimetière.

Le deuil a été conduit par les fils du défunt, MM. Camille Raspail, médecin; Emile Raspail, directeur de l'usine; Xavier Raspail, médecin, et ses trois petits-fils. M. Benjamin Raspail, député, à cause de son infirmité (il est amputé d'une jambe), ne put suivre le cortège qu'en voiture.

Les cordons du poêle sont tenus par: MM. Floquet, président de l'Union républicaine de la Chambre; Tolain, sénateur; Camille Pelletan, représentant de la presse; Ernest Lefèvre, représentant le conseil général de la Seine; Deltel, représentant des écoles de Paris; Garnier, représentant de la presse ouvrière.

Outre la délégation, tirée au sort à la Chambre le bureau de la Chambre a délégué MM. Henri Brisson, vice-président, Rouvier et Ménard-Dorian, secrétaires, pour assister aux obsèques, précédés de huissiers de la Chambre et revêtus de leurs insignes. La démocratie marseillaise avait chargé MM. Maine, Lacroix, Reynan, de déposer une couronne sur la tombe.

Dans le but d'éviter tout ce qui pourrait ressembler à du désordre ou à de la confusion, la famille avait prié instamment tous les assistants de vouloir bien aider à maintenir aux funérailles le caractère de respect qu'elles doivent avoir. Des commissaires étaient chargés de donner toutes les indications désirables et de faire trouver à chacun sa place dans le cortège. Les délégués des corporations, munis de pouvoirs, se sont présentés à la maison mortuaire, pour y retirer le carte destinée à chacune d'elles.

Le cortège s'est mis en marche dans l'ordre suivant: La famille; La députation de Marseille; Les députés et les sénateurs; Les représentants de la presse républicaine; Les conseillers généraux de la Seine et les conseillers municipaux de Paris; Les conseillers municipaux de la Seine et des départements; Les délégations des villes; Les loges maçonniques; Les chambres syndicales et conseils des prud'hommes; Les écoles;

Les délégations ouvrières et commerciales. Aucun incident ne s'est produit à Arcueil où l'assistance était relativement peu nombreuse. Le cortège est entré par la porte d'Orléans à une heure. La foule, jusque-là peu considérable, a alors grossi rapidement, et on a pu l'évaluer, sur le boulevard de l'Hôpital, à 60 ou 70,000 personnes.

De la Bastille au Père-Lachaise une double haie s'était formée en attendant le cortège, mais pour faciliter le passage on a dû faire élever la foule entre le boulevard Voltaire et le cimetière. Le cortège a débouché vers 2 h. 30 par le pont d'Austerlitz et il n'est entré qu'après 3 heures au Père-Lachaise.

Le tombeau de la famille Raspail se trouve sur la bordure extérieure du rond-point près du marbre de Casimir Périer. Cette modeste cellule funéraire a l'aspect sombre d'un cachot. La porte grillée rappelle les portes de prison. Les arbres qui l'entourent laissent retomber leurs branches éplorées et dépeuplées sur son front gris et donnent un air triste à ce tombeau assis sur le talus du chemin. Sur le piedestal s'élevait la statue de Mme Raspail qui semble s'efforcer de donner la main à son mari à travers les grilles de la prison.

Trois cercueils reposent déjà dans ce caveau. Dès le matin, on avait préparé sa toilette en nettoyant les abords et en levant la dalle; ce tombeau resta béant toute la journée. Des discours ont été prononcés au cimetière par M. Louis Blanc et M. Bouchet. Ce dernier a parlé au nom de la députation de Marseille, qui est arrivée hier soir, apportant une grande couronne sur laquelle on lit: A Raspail, la démocratie marseillaise.

M. Naquet, au nom de la ville de Carpentras, où était né le défunt; M. Godfrin, au nom des associations ouvrières, dont il est le délégué principal ont également pris la parole. M. Louis Blanc a pris le premier la parole. Il a d'abord rappelé les travaux scientifiques du défunt, toujours inspirés, a-t-il dit, par cet unique sentiment: l'amour du peuple. Il a appris aux pauvres à se soigner eux-mêmes et à être leur propre médecin.

Examinant ensuite sa conduite politique, il a rappelé qu'il faisait partie de cette génération de républicains qui avaient dû combattre ardemment, quelquefois violemment, au péril de leur vie, pour amener le règne du suffrage universel. Toute sa vie, a-t-il ajouté, se résume dans ces mots: L'amour du peuple, qui lui fait aujourd'hui de magnifiques funérailles. Raspail nous a quittés, a-t-il dit en terminant, mais c'est pour entrer dans l'immortalité; du reste il vit encore dans ses enfants et, tous, nous suivons ses exemples.

M. Louis Blanc a rappelé que sa fille avait tenu à partager sa prison, et a fait remarquer que l'un des fils du défunt, M. Xavier Raspail, avait pu assister aux obsèques que par tolérance, ayant été condamné à un an de prison pour publication d'un livre sur la nécessité de l'amnistie et ayant été obligé d'obtenir un sauf-conduit. A ce propos, il a fait un appel à la concorde auquel ont répondu les cris de: Vive l'amnistie. Ce discours a été fréquemment interrompu par les cris répétés de: Vive la République!

M. Bouchet, député, a la suite un discours au nom du département des Bouches-du-Rhône. Il a surtout loué Raspail des efforts qu'il a faits toute sa vie pour soustraire le peuple à la domination du clergé. Et venu ensuite M. Naquet, ancien député de Vaucluse, qui a pris la parole au nom du conseil municipal de Carpentras, ville originaire du défunt. M. Naquet a d'abord fait ressortir que les savants étrangers se sont appropriés les idées et les méthodes de Raspail qu'il importe de lui restituer. Il a abordé ensuite la question politique et a terminé par cette phrase: « Raspail appartient à